



SECRETARIAT EXECUTIF

**PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE SECURITE ALIMENTAIRE
(PMP-SA)**

**UNITE DE PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES
(PREGEC)**

**REUNION REGIONALE DU DISPOSITIF DE VEILLE SUR LA
SITUATION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE AU SAHEL EN 2002
ET
PREPARATIFS DU SUIVI DE L'HIVERNAGE 2003**

Dakar, du 10 au 12 juin 2002

RAPPORT FINAL



SECRETARIAT EXECUTIF

PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE SECURITE ALIMENTAIRE (PMP-SA)

UNITE DE PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES (PREGEC)

REUNION REGIONALE DU DISPOSITIF DE VEILLE SUR LA SITUATION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE AU SAHEL EN 2002 ET PREPARATIFS DU SUIVI DE L'HIVERNAGE 2003

Dakar, du 10 au 12 juin 2002

RAPPORT FINAL

I - INTRODUCTION

Du 10 au 12 juin 2002 s'est tenue à Dakar, République du Sénégal, la réunion régionale du dispositif de veille sur la situation agricole et alimentaire au Sahel.

Cette rencontre, placée cette année sous l'égide du Comité Technique de réflexion sur l'harmonisation des méthodes d'identification et d'analyse de la vulnérabilité, qui regroupe le CILSS, la FAO, le FEWS NET, le PAM, l'Ong Care et leurs partenaires (CeSIA/Italie, MIFRAC, TMG, UE, USAID), a connu la participation des délégués (les responsables des SAP) des Etats membres du Cilss, des représentants régionaux de projets (Fews net, VAM/PAM, Save Children/Mali), des experts de l'Institut d'Economie rurale de Bamako/Mali, de la SONAGES du Burkina Faso, du Centre de Suivi Ecologique du Sénégal, de la Direction générale de l'Environnement du Cap Vert, des partenaires au développement (USAID, ACDI), des chercheurs et experts de l'Université de Texas/USA et des cadres du CILSS (SE, Prégec, CRA, AP3A). La liste des participants est en annexe.

Cette réunion fait suite à celle tenue à Nouakchott en mars 2002 et qui avait permis d'identifier les zones à risque alimentaire et de s'informer sur les actions d'assistance en faveur des populations sinistrées.

Par ailleurs, l'opportunité a été saisie pour préparer le suivi renforcé de la campagne d'hivernage 2002/2003 et échanger sur des questions d'ordre méthodologique, particulièrement sur les travaux du Comité Technique soutenu par le projet Vulnerability Analysis Map (VAM) du Programme Alimentaire Mondial. L'occasion a été aussi donnée aux pays du Cilss de prendre connaissance du modèle d'analyse de la vulnérabilité courante « le système d'appui à la prise de décision pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté » élaboré par l'Université de TEXAS/USA.

II - CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été présidée par M. Yamar MBODJ, Conseiller en Sécurité Alimentaire et en Réflexion stratégique, représentant le Secrétaire Exécutif du CILSS.

Dans son allocution introductory, M. MBODJ a d'abord souhaité la bienvenue aux participants qui ont bien voulu faire le déplacement de Dakar. Il a ensuite émis le vœu que les différentes approches méthodologiques utilisées par les pays du CILSS en vue d'évaluer la vulnérabilité des zones et des populations à risque alimentaire, aboutissent à un cadre régional harmonisé.

A l'issue de la cérémonie d'ouverture, les participants ont mis en place un bureau de séance et adopté l'ordre du jour des travaux (cf. agenda ci-joint en annexe).

Le bureau de séance se présente comme suit :

Président : - Dr Moussa BAKHAYOKHO, Conseiller Technique/Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage - Sénégal.
Rapporteurs : - M. Abdou DANGUIWA, Secrétaire Permanent SAP - Niger ;
- M. Oumar PATCHA, Directeur de la Production Agricole - Tchad.
Facilitateur : - M. Yamar MBODJ, CT/SA/RS-SE/CILSS

Les travaux se sont déroulés en plénière, avec comme supports des débats les présentations suivantes :

- 1 - Harmonisation des méthodologies d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables.
 - 1.1. Rappel des étapes des travaux du Comité Technique ;
 - 1.2. Evaluation des données secondaires pour l'analyse de la vulnérabilité structurelle ;
 - 1.3. Evaluation de la vulnérabilité conjoncturelle - Enquête rapide ;
 - 1.4. Cadre harmonisé pour un système d'évaluation de la vulnérabilité aux crises alimentaires au Sahel.
- 2 - Système d'Aide à la Décision (DSS) de l'Université du Texas/USA.
- 3 - Synthèse de la situation alimentaire dans les zones à risque identifiées en mars 2002 ; bilan des interventions en faveur des populations vulnérables et perspectives alimentaires.
- 4 - Préparation de la campagne agricole 2002-2003.

Suites aux différentes communications suivies de discussions et de débats riches, les travaux ont abouti aux principales conclusions suivantes :

I - Sur l'harmonisation des méthodologies d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables

1.1 - Rappel des étapes des travaux du Comité Technique

Le projet d'harmonisation des méthodologies d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables au Sahel est passé par deux phases principales :

- a) La rencontre de NDjamena en mars 2000 : elle a permis d'inventorier les méthodologies utilisées par les différents acteurs de la sécurité alimentaire au Sahel et de dégager un consensus sur les concepts (définitions) et les types d'analyse de la vulnérabilité (vulnérabilité structurelle, vulnérabilité courante-enquête rapide).

b) La rencontre de Ouagadougou en octobre 2001 : elle a permis de s'accorder sur des consensus, pour chacun des trois types d'analyse de la vulnérabilité, concernant :

- les objectifs ;
- le cadre d'analyse ;
- les groupes de variables et d'indicateurs d'analyse ;
- les activités prioritaires à développer en vue de parvenir à cette harmonisation.

C'est dans ce cadre donc que s'inscrivent les trois présentations objet de la rencontre : l'évaluation des données secondaires pour l'analyse de la vulnérabilité structurelle et la constitution de SDBD ; la conduite -en commun- d'une enquête rapide ; et la définition d'un cadre harmonisé pour un système d'évaluation de la vulnérabilité aux crises alimentaires au Sahel.

1.2- Evaluation des données secondaires pour l'analyse de la vulnérabilité structurelle

La présentation du rapport sur l'évaluation des données au Niger et au Burkina Faso a fait le point sur les grandes conclusions qui ressortent de cette activité. Cette opération a permis surtout de mettre l'accent sur les données socio-économiques comme complément des autres types de données de productions. Les différences observées montrent que les données socio-économiques ne constituent pas des séries longues, mais sont issues d'opérations ponctuelles dont les résultats peuvent être caractéristiques de groupes ou de zones. Cet important acquis de ces deux études qui permettent de combler l'absence de données socio-économiques dans les bases existantes, permettra au Comité Technique de proposer un panel de données à constituer pour chaque pays du CILSS. L'une des caractéristiques de ces données est l'hétérogénéité spatio-temporelle. Cependant des méthodes d'analyse devraient permettre de lever la contrainte d'utilisation de ces données. La réunion a invité le groupe de travail à mettre à la disposition des pays les deux rapports (Niger et Burkina) en vue de la préparation des prochaines étapes.

1.3-Evaluation de la Vulnérabilité Conjoncturelle - Enquête rapide

La communication sur l'enquête rapide a porté essentiellement sur la présentation des outils de l'enquête, notamment le guide d'entretien communautaire et le questionnaire ménage. Auparavant, il a été fait, à l'intention des participants, un bref rappel des objectifs, des échelles de collecte des données, des indicateurs d'analyse pour cette activité. L'exposé a passé en revue les types de données primaires à collecter, à savoir les données sur la démographie, les revenus, les dépenses alimentaires et les systèmes de vie et de survie.

Les participants ont particulièrement insisté sur la nécessité d'alléger au maximum possible les outils afin de tenir compte du caractère rapide de l'exercice. Dans ce cadre, il a été proposé de supprimer toutes les données à caractère structurel et d'insister tout particulièrement sur les systèmes de vie et de survie des populations.

1.4- Cadre harmonisé pour un système d'évaluation de la vulnérabilité aux crises alimentaires au Sahel

Cette activité fait suite à un diagnostic des systèmes nationaux de suivi permanent de la vulnérabilité courante (SAP, SISAR, ZAR, etc.). L'objectif est de dégager, pour les pays sahéliens, un cadre minimal harmonisé. Ainsi, la présentation a porté sur la proposition de ce cadre de convergence et la stratégie de sa mise en œuvre. Cette proposition s'appuie sur les principes suivants :

- les exigences et écueils d'un système opérationnel d'analyse de la vulnérabilité au Sahel ;
- le schéma d'analyse qui va s'inscrire dans le paysage de l'ensemble des systèmes d'information et participer au suivi, à l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle des pays. Ce schéma qui s'appuie sur un traitement des zones à anomalies détectées au moyen des images satellites (NDVI, METEOSAT), est constitué par 4 étapes principales à savoir :
 - Mise en place de banques de données structurelles et conjoncturelles ;
 - Coordination avec les autres systèmes nationaux d'information ;
 - Définition d'une liste minimale d'indicateurs communs ;
 - Définition d'une matrice de vulnérabilité.

Quant à la stratégie de mise en œuvre du cadre de convergence, il a été proposé un processus transitoire, c'est-à-dire la définition d'un cadre institutionnel et les modalités de mise en place des outils d'analyse. Les débats qui ont suivi cet exposé ont concerné principalement la démarche et la faisabilité, compte tenu des situations très diverses au niveau des pays sahéliens. En réponse à ces préoccupations, il a été précisé que le cadre vise seulement à ce qu'un minimum commun aux pays sahéliens soit mis en place.

A la fin des débats sur les travaux d'harmonisation, la rencontre a demandé au consultant de finaliser le document afin qu'il puisse être soumis aux pays.

II - Sur le Système d'Aide à la Décision (DSS) de l'Université du Texas/USA

Le DSS « Decision Support System » est un outil composé d'une série de modèles biophysiques, environnementaux et économiques. Ces modèles ont été élaborés par l'Université de Texas/USA pour répondre aux besoins d'évaluation quantitative de l'impact de nouvelles technologies et des décisions politiques sur la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles. L'outil permet une analyse de la vulnérabilité à des échelles allant des unités agricoles au niveau national. Il emploie un système basé sur le SIG pour l'analyse et le stockage des données et des produits liés dans l'espace. L'hypothèse dans laquelle ces méthodes sont utilisées est de savoir « comment peut-on continuer à nourrir convenablement une population en croissance continue sans endommager l'environnement ? ».

Les modèles ont été utilisés au Mali et ont fait l'objet de trois ateliers qui ont permis de voir leurs utilités, leurs applicabilités et leur pertinence. Les problèmes traités par la série des modèles dans la région de Sikasso (au Mali) sont :

- les interactions entre élevage et agriculture ;
- l'intensification et extensification de l'agriculture ;
- l'impact de l'augmentation de la population sur la sécurité alimentaire et la gestion de ressources naturelles.

Ensuite, les résultats issus de ces analyses ont été présentés aux scientifiques et aux décideurs politiques lors du troisième atelier tenu courant février-mars 2002 à Bamako.

Sans valider formellement les modèles DSS et leurs applications, les participants ont jugé que les méthodes présentées par l'Université de Texas répondent bien aux préoccupations des pays du CILSS et souhaitent qu'elles soient étendues vers des groupes plus ciblés capables de valider le DSS et à d'autres pays de la sous région, les pays côtiers.

III - Sur la situation alimentaire dans les zones à risque identifiées en mars 2002, bilan des interventions en faveur des populations vulnérables et perspectives alimentaires.

Sur la base d'une synthèse des rapports des pays présentée par l'Unité Pregec et suite aux communications du projet Fews net et du PAM, les membres du dispositif de veille ont échangé sur la situation alimentaire actuelle et le bilan des interventions en faveur des populations vulnérables en début de période de soudure 2002.

Durant la période octobre 2001 à mai 2002, le fait le plus marquant au niveau alimentaire dans le Sahel fut sans nul doute la hausse soutenue et anormale du prix des céréales sèches sur les marchés intérieurs. Malgré les productions agricoles satisfaisantes issues de la campagne 2001/2002, l'évolution du prix moyen des céréales (mil) avait été marquée par une hausse exceptionnelle, notamment au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Tchad. Des niveaux de prix jamais atteints étaient affichés dans ces pays, d'où des inquiétudes quant

aux possibilités d'accès des populations aux céréales, surtout dans les zones les plus vulnérables. Le prix moyen du mil sur les marchés de N'Djamena a augmenté, entre mars et avril 2002, de près de 22%. Ailleurs, dans les autres pays, on assiste à la poursuite de la hausse du prix moyen du mil en avril, mais dans des proportions moins importantes qu'au Tchad (cf. Graphiques annexés). Parmi les raisons qui expliquent cette hausse anormale, on mentionne les niveaux records de prix courant 2001, les niveaux très bas des stocks reports au sortir de 2001, le paiement à temps et en espèce des productions de coton dans les pays producteurs, les exportations de céréales de plus en plus importantes entre zones déficitaires et excédentaires du Sahel et du Sahel vers les pays côtiers.

Comme conséquences logiques de cette hausse inattendue du prix des céréales sur les marchés, les possibilités de reconstitution des stocks de sécurité, après la situation alimentaire difficile en 2001, sont restées à présent très faibles dans les pays du Sahel. Par exemple au Mali, pour reconstituer le Stock National de Sécurité (SNS) plafonné à 35 000 T de céréales sèches (mil et sorgho essentiellement), l'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM) n'a pu prévoir que 14,139 T de mil. Mais sur cette prévision seulement 3,850 T de mil ont pu être achetés jusqu'en fin mars, en raison d'une part des niveaux élevés des prix marchands (145 000 Fcfa la T de mil/sorgho) et d'autre part des achats locaux (2 700 T de mil) engagés par le PAM au même moment pour reconstituer son stock, qu'il n'a pas pu finalement réaliser.

La situation par pays se présente de la manière suivante :

BURKINA FASO : les résultats définitifs de la campagne agricole 2001/2002 faisait ressortir une situation satisfaisante. Sur les 45 provinces du pays, 14 provinces étaient légèrement déficitaires, parmi lesquelles neuf (9) accusent un déficit assez important. C'est notamment les cas du Soum, du Namentenga, du Sanguié et dans une moindre mesure du Sourou. Après les récoltes, les prix des céréales n'ont pas beaucoup baissé comme d'habitude. Ils se sont plutôt maintenus à un niveau assez haut pour la période octobre-mai, avant de reprendre leur évolution à la hausse. En fin courant mai le niveau des prix se situait entre 133 FCFA/kg à Dédougou, une zone de production, et 200 FCFA/kg à Dori, qui est une zone déficiente. Dans la zone de Ouahigouya, le mil coûtait 171 FCFA le kilo et le sorgho blanc 158 FCFA et à Fada N'Gourma le mil se vendait à 155 FCFA le kilo. Plusieurs facteurs ont contribué à cet état de fait inhabituel, notamment :

- le passif de la crise alimentaire de l'année dernière : reconstitution des stocks ; remboursement en nature des emprunts de subsistance ; etc ;
- les offres d'achat public, l'appel d'offre de la SONAGESS ayant provoqué des spéculations chez les commerçants ;
- la demande des pays voisins et côtiers ;
- le fait que l'achat du coton par la SOFITEX était suivi de paiement au comptant, les producteurs de la zone cotonnière ne sont pas pressés de vendre leurs céréales cette année.

Mais malgré ce niveau des prix élevés pour la période, et au regard des bons résultats de production de la campagne agricole 2001/2002, les perspectives alimentaires pour l'année 2002 s'annoncent nettement meilleures à celles de l'année dernière dans la plupart des provinces. Cependant, les provinces à déficit important et qui enregistrent donc deux campagnes consécutives de mauvaises récoltes, pourraient connaître des difficultés alimentaires pendant la période de soudure. Il est nécessaire d'assurer l'approvisionnement des quatorze provinces déficitaires. La population devant bénéficier de ces approvisionnements est estimée à 217 209 personnes et les besoins totaux à 7 816 tonnes de céréales. Pour l'instant, cette mesure d'approvisionnement ne connaît pas encore un début de démarrage.

CAP VERT : les résultats de l'enquête agricole 2001/2002 donnent une production de 19 549 tonnes de maïs (seule et principale culture), soit une baisse de 20% par rapport à la production de la campagne précédente. Les zones où la baisse de production est plus importante sont : les zones sub-humide de S.Antão et S.Nicolau, les zones semi-arides de S.Antão, S.Nicolau et Santiago, la zone sud de S.Filipe, les municipalités de Brava, Boavista et Maio. La sécheresse et la mauvaise distribution spatiale et temporelle, ainsi que les fortes pluies enregistrées en novembre dernier dans le pays ont des impacts négatifs sur la situation alimentaire des populations. Environ 18,5% de la population du Cap Vert a été touchée par la faible production agricole, représentant 14 000 familles, soit 83 077 personnes. Les municipalités les plus affectées sont : Brava, avec 86,1 % des ménages touchées ; Porto Novo avec 79,1 % ; S. Domingos avec 58,4 % ; Santa Cruz avec 54,4% ; S. Filipe avec 25,4%. La municipalité de Santa Cruz a été une des plus touchées par les pluies avec des dégâts sur les infrastructures publiques. Pour faire face aux conséquences des intempéries, le gouvernement avait décidé de mettre en oeuvre un programme d'urgence (Programme additionnel d'emplois) visant la création des postes de travaux supplémentaires. Des activités de construction d'infrastructures d'irrigation et d'approvisionnement d'eau, de correction torrentielle et de réhabilitation des routes et des chemins vicinaux ont été menées et environ 7 193 chefs de famille en ont bénéficié. Les programmes réguliers des partenaires sont en cours.

L'approvisionnement du marché en céréales pendant la période s'est fait dans de bonnes conditions, sauf pour le maïs (2^{ème} qualité) produit pour lequel a été enregistré des ruptures de stock au mois de décembre ; de même que pour le riz au mois de mars. Ces ruptures sont dues à quelques disfonctionnements des approvisionnements dans certaines îles périphériques. La disponibilité céréalière pour la consommation pendant la période a été de 69 135 tonnes (maïs : 34 687 tonnes ; riz : 19 231 tonnes ; blé : 15 217). L'aide alimentaire et l'importation commerciale ont contribué avec respectivement 21% et 27%. L'aide alimentaire reçue de novembre 2001 à mai 2002 se chiffre à 14 581,5 tonnes, dont 6 657 tonnes de maïs et 7 924,5 tonnes de blé ; celle confirmée jusqu'en novembre 2002 est de 31 500 T de céréales.

GAMBIA : la situation est satisfaisante, exceptée la bande de la Division Upper River (Kantora District). Les prix des céréales sont très élevés à cause de la baisse des cours de la monnaie nationale (Dualasis).

GUINEE BISSAU : la situation alimentaire est assez satisfaisante dans le pays, sauf dans les régions de Quinara (Tite et Empada), Gabu (Pitche et Pirada) et Biombo. Le gouvernement, avec l'aide de ses partenaires, notamment le Japon, est intervenu afin d'améliorer la situation. Le PAM a fourni une aide alimentaire de 3 762,33 tonnes (tous produits confondus), atténuant ainsi la souffrance de 103 190 personnes. Les prix des céréales au niveau des marchés sont restés relativement stables dans tout le pays. Malgré cette stabilité des prix l'accès aux aliments reste difficile pour une bonne partie de la population compte tenu de leur faible pouvoir d'achat.

MALI : la situation n'a pas été présentée par le délégué du pays.

MAURITANIE : En février 2002, l'identification des communes à risque a fait ressortir une augmentation de l'intensité de la vulnérabilité qui s'est traduite par un accroissement du nombre de communes à vulnérabilité élevée par rapport aux résultats de l'identification de février 2001. Le nombre de communes à vulnérabilité extrême est passé de 11 à 29 (7% à 15% des communes rurales du pays) et les communes à vulnérabilité élevée de 21 à 59 (11% à 31%). Cette évolution de la vulnérabilité alimentaire s'explique par :

- la mauvaise campagne agricole (Diéri, Décrue et Walo) dans les zones de l'Aftout, dans la bande frontalière avec le Mali et dans la vallée du fleuve Sénégal ;
- la dégradation de la situation pastorale dans les zones d'élevage du Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Tagant, Assaba et Trarza ;
- les effets néfastes des intempéries de janvier 2002 sur les populations des régions du Brakna, Trarza et Gorgol ainsi qu'une partie de l'Assaba.

La situation alimentaire des communes à risque est devenue critique depuis le début de la période de soudure. Les populations des zones vulnérables connaissent actuellement des difficultés d'approvisionnement en denrées alimentaires de base, surtout en céréales traditionnelles dont les prix sont en hausse vertigineuse dans toutes les régions du pays.

Concernant les aides, le début de l'année 2002 a été marqué, d'abord par une intervention spéciale portant sur 1 267,9 T de blé, 20,4 T d'huile et 5 500 couvertures, en faveur des populations sinistrées lors des intempéries des 9, 10 et 11 janvier 2002 dans les wilaya du Brakna, du Trarza et du Gorgol. Ensuite une opération complémentaire des actions d'aide d'urgence menées en fin 2001, au Guidimakha et au Hodh El Gharbi, a été exécutée pour une quantité de 62 tonnes de blé. En outre au cours des mois écoulés de l'année 2002, des distributions gratuites de 4381 T En outre les quantités additionnelles suivantes sont en cours d'acheminement : Hodh El Chargui : 1 000 T, Brakna : 800 T et Assaba : 800 T. Enfin, un programme d'intervention d'urgence en faveur des populations vulnérables du Guidimakha est en cours de lancement. Ce programme, financé par la Coopération française, portera sur une distribution de 600 T de blé dont l'exécution sera confiée à la Croix Rouge Française.

NIGER : la campagne agricole 2001/2002 s'est terminée avec une production céréalière de 3 022 350 T contre 3.070.123 tonnes à la pré-évaluation. Cette baisse de l'ordre de 1,6% est due aux phénomènes intervenus en fin de campagne. Il s'agit de :

- l'attaque des parasites dans les départements de Tillabéri, de Dosso et de Maradi ;
- l'arrêt brusque des pluies dans certaines localités des régions de Tillabéri et de Tahoua.

Malgré tout, on enregistre un excédent céréalier et fourrager par rapport à l'année dernière. Sur le marché, on a assisté à une hausse brusque des prix des céréales et des animaux en janvier 2002. Cette hausse s'est poursuivie d'une manière plutôt modérée de janvier à mai 2002.

SENEGAL : la production céréalière de la campagne agricole 2001/02 n'a pas été globalement mauvaise bien que se situant à un niveau légèrement inférieur à celui de la campagne précédente. Toutefois, des localités ont présenté un déficit de production, en raison d'un manque d'homogénéité de la pluviométrie, ce qui n'est pas en soi un phénomène exceptionnel. En mars, les zones à risque alimentaire qui avaient attiré l'attention des autorités concernaient seulement :

- les sous-préfectures de Tanaff et de Diattacounda dans la région de Kolda, du fait de l'insécurité qui y règne depuis des années, freinant les activités économiques et provoquant le déplacement massif de populations ;
- les communautés rurales de Gade Escale et de Keur Ngalgou dans le département de Diourbel, compte tenu d'un hivernage déficitaire en pluies ;
- les régions de Louga et de St-Louis, déclarées zones sinistrées par l'Etat à la suite des intempéries de janvier 2002.

Au plan des interventions, le PAM a démarré la phase test du programme EMOP 10 077-0 consacré à l'assistance d'urgence de populations affectées par le conflit en basse Casamance. Ce programme prévoit la distribution des quantités suivantes :

- céréales locales : 2 383 T ,
- huiles importées : 910 T ,
- légumineuses importées : 466 T .

Cette distribution se fera de la manière suivante : 6 % du volume en distribution gratuite, 85 % en vivres contre travail et 1 % en vivres contre formation. Initialement prévue sur une période de 6 mois, cette phase qui a démarré timidement sera prolongée d'une année. Concernant le département de Diourbel dans le centre Nord du pays, la requête envoyée au PAM n'a pas encore reçu d'écho de son siège. S'agissant des sinistrés du Nord, la 3^{ème} phase des opérations d'assistance (20-22 mars 2002) a permis de mettre à la disposition des populations 86 T de vivres et équipements divers ; 2046 T d'aliments de bétail et produits vétérinaires ; 2 212 T de semences et intrants.

TCHAD : la situation alimentaire du pays est globalement bonne. Cependant, quelques poches de difficultés alimentaires localisées ont été identifiées à travers le pays. Ces difficultés sont dues essentiellement aux précipitations excessives des mois de juillet et août 2001 qui ont provoqué l'inondation d'importantes superficies mises en exploitation par endroits. Sept départements sur les 28 que compte le pays sont affectés à des degrés divers par ce fléau.

Les départements les plus touchés sont situés dans la zone soudanienne du pays. Il s'agit de la Tandjilé Est, la Tandjilé Ouest, le Logone Occidental, le Logone Oriental, le Mayo Boneye, le Mandoul et le Salamat. La caractéristique principale des zones inondées est qu'elles sont des dépressions situées pour la plupart le long des fleuves (Logone, Chari). Les interventions ont porté, en tout, sur 4.036 tonnes de céréales. Mais certaines zones n'ont pas encore pu bénéficier de leurs dotations. Le tonnage destiné au Mayo Boneye est en cours de transfert des entrepôts de l'ONASA de N'Djaména vers les centres de distribution. Il s'agit de 577 tonnes prélevées sur le Stock acheté par le Gouvernement, qui seront distribuées par la Croix Rouge du Tchad. Le Logone Oriental a également bénéficié d'une assistance de 200 tonnes de céréales pris sur le stock constitué avec l'aide de la France. L'aide libyenne a également été répartie comme suit : 100 tonnes à Moundou (Logone Occidental), 120 tonnes à Sarh (Barh Koh) et 90 tonnes à Bongor (Mayo Boneye).

Concernant les prix des céréales, il n'y a pas eu d'enquête pour déterminer objectivement les causes du maintien des prix à ces niveaux élevés, mais suite à des entretiens avec quelques acteurs notamment les commerçants intervenant dans la filière céréalier, les responsables de l'ONASA, on peut retenir que le cas d'Abéché s'expliquerait essentiellement par l'existence de deux grands flux céréaliers qui partent de cette localité en direction de Faya au Nord et vers Oum Hadjer, Ati et même N'Djaména à l'Ouest. Un autre facteur explicatif de cette situation pourrait être l'injection d'une importante masse d'argent par l'ONASA dans les achats de céréales destinées à la reconstitution du Stock de Sécurité Alimentaire. Cela est plus probable pour Ndjaména où les quantités achetées avoisinent les 20.000 tonnes. Dans la partie sud du pays et particulièrement dans les deux Logone, l'afflux de nombreux travailleurs, de surcroît solvables a contribué à l'augmentation des prix des denrées de première nécessité de manière générale.

La réunion recommande que des missions conjointes de terrain (CILSS, FEWS NET, PAM) soient organisées en juillet-août dans les zones touchées par les intempéries de janvier et des fortes pluies du Cap Vert, de la Gambie, de la Mauritanie et du Sénégal. Il a été aussi demandé au dispositif régional de procéder à l'analyse des prix des céréales pour mieux appréhender la hausse constatée sur les marchés,

IV - Sur la Préparation de la campagne agricole 2002/2003.

Sur ce point, le CILSS a fait une communication sur les résultats des prévisions saisonnières et informé les membres du dispositif de veille sur les prochaines rencontres et programmes de suivi de l'hivernage 2002.

Démarrage de l'hivernage 2002 : le Centre Agrhyemet a présenté les résultats du Forum PRESAO qui a établi des prévisions climatiques sur l'Afrique de l'Ouest sur la base de modèles climatiques. L'Afrique de l'Ouest est divisée en trois zones cette année:

Zone I (toute la zone Sahel, au Nord de 10°N jusqu'à la frontière entre le Niger et le Tchad) : pour cette zone, les probabilités prévues sont :

- 25% au-dessus de la normale ;
- 45% normale ;
- 35% dessous de la normale. Il s'agira donc d'une situation des pluies normale à déficitaire.

Zone II (la partie Golf de Guinée au sud de 10°N touchant les extrêmes sud du Mali et du Burkina et la partie est de la Guinée Conakry, jusqu' au Nigeria), les probabilités prévues sont:

- 45% au-dessus de la normale ;
- 35% normale ;
- 20% en dessous de la normale, pour la cette zone II. La situation serait donc humide à normale.

Zone III (la partie Est du Sahel comprenant le Tchad et l'extrême Est du Niger), les probabilités prévues sont :

- 20% au-dessus de la normale ;
- 40% normale ;
- 40% en dessous de la normale. La situation serait donc normale à déficitaire pour la saison.

Compte tenu d'un début de El Nino au mois de mai (les indices disponibles y sont favorables, mais c'est à suivre de très près afin de confirmer les choses et de s'assurer que ce n'est pas une fausse alerte), la mise à jour des prévisions saisonnières de PRESAO 5 sera déterminante.

Concernant le démarrage de l'hivernage, il a été observé un début difficile, voir tardif dans tous les pays du Cilss.

Programmation des rencontres d'ici fin 2002 :

- 2^{ère} quinzaine de septembre : Réunion régionale de pré-évaluation de la campagne agricole ;
- Mois d'octobre : Missions conjointes FAO/CILSS d'évaluation des récoltes dans les pays ;
- Fin octobre à début novembre à Niamey/Niger : Rencontre régionale de synthèse sur les bilans céréaliers ex-post et prévisionnel ;
- Décembre à Bruxelles : Réunion annuelle du Réseau de Prévention des Crises alimentaires au Sahel.

A la fin de la réunion, le Comité Technique de réflexion sur l'harmonisation a procédé à la révision de son agenda de travail comme suit :

AGENDA DES PRINCIPALES ACTIVITES en 2002

ACTIVITES	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
ENQUETE RAPIDE							
Finaliser la méthodologie	XX						
Tester l'ER au Niger	X	XX					
Analyser les résultats			XXXX				
Présenter les résultats				XXX			XXX
Déterminer les critères de déclenchement d'une ER				XXX			
Déterminer les coûts d'une ER		XX					
CADRE HARMONISE D'UN SYSTEME D'EVALUATION DE LA VULNERABILITE							
Finaliser le rapport	XX						
Envoyer le rapport aux Etats		XX					
Missions CT dans les Etats			XXXX				
Synthèse des missions				XXX			
Discussions				XXX			

VULNERABILITE STRUCTURELLE

Diffusion des rapports (Niger et Burkina) et des données (CD)	XX					
Finaliser la proposition des indicateurs socio-économiques		XXX				
Explorer la possibilité d'utiliser la BD pour renforcer l'analyse de vulnérabilité structurelle		XX	XXXX	XXX		
Collecter /formater bases de données pour les autres Pays				XXX		

Autres décisions:

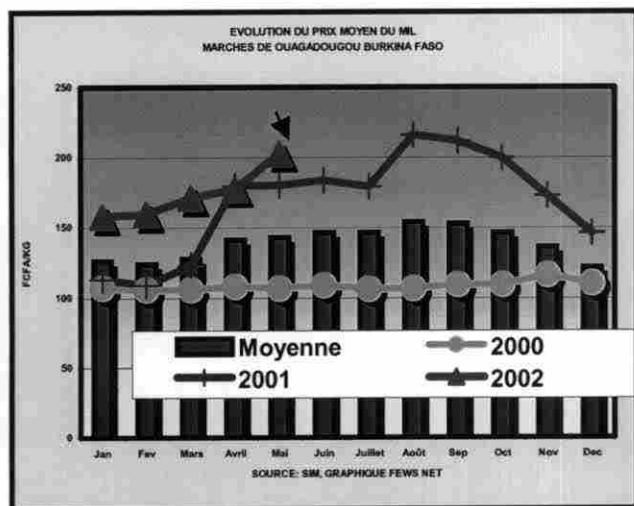
Actions	Responsables
Invitation, diffusion des documents et préparation ordre du jour de la rencontre de septembre 2002	Cilss/Pregec
Préparation TDR des missions et des fiches des données de pays	Pam/Vam
Composition des équipes de missions dans les pays	1- Insah/Cra/Fews.net 2- Pam/Cra 3- Fews.net/Cra/Pregec
Coordination enquête rapide	Pam, Cra, Fews.Net, Sap et Care /Niger

Fait à Dakar le 12 juin 2002

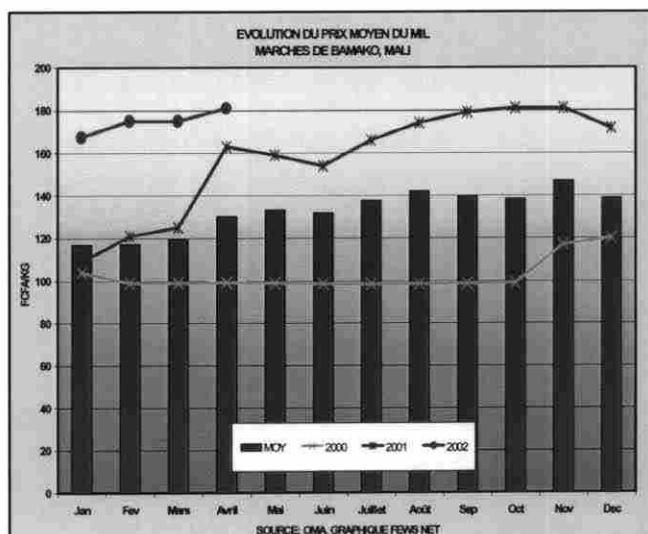
LA RENCONTRE

Annexe 1 : Evolution des prix sur quelques marchés céréaliers

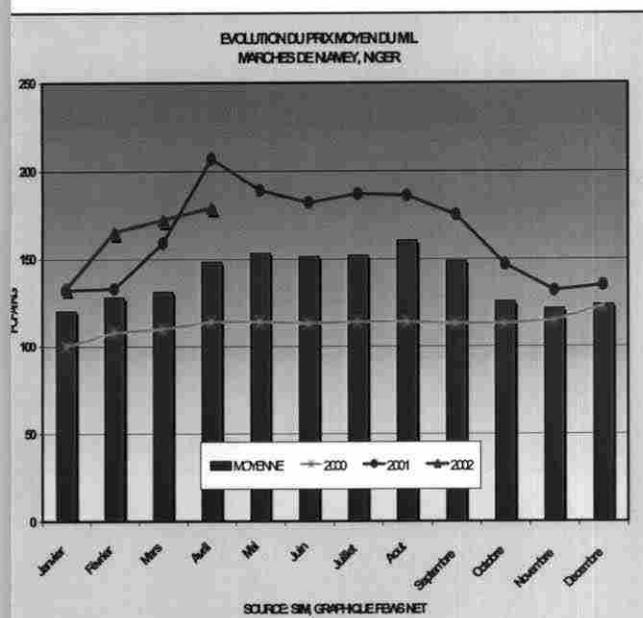
Graphique 2



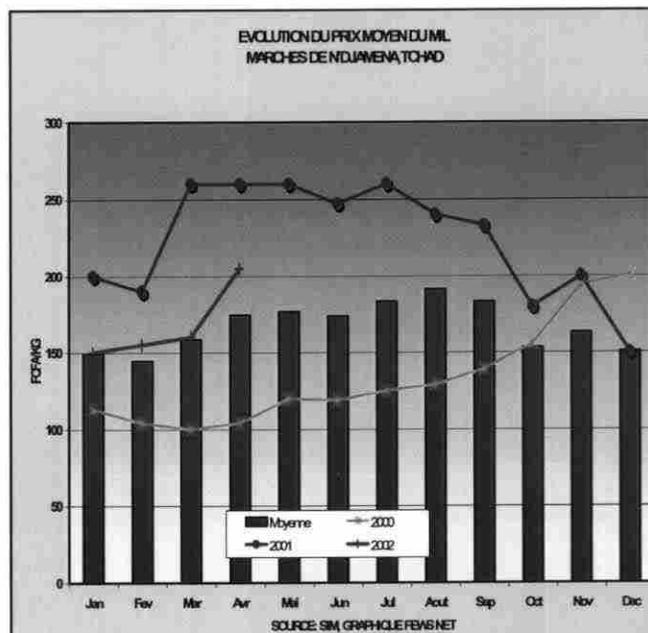
Graphique 3



Graphique 4



Graphique 5



Source : données Fews net

Annexe 2 : BILAN DES INTERVENTIONS AU SAHEL AU 30 MAI 2002

PAYS	Population affectée en mars 2002 (2)	Besoins exprimés en céréales en mars 2002 (3)	Action programmée (4)	Aide reçue (5)	Réalisation (6)	Taux de couverture des besoins (5)/(3) % (7)	Observations (8)
Burkina Faso	217 209	7 816 T	Approvisionnement des zones déficitaires	Aucune aide programmée	0	0	Les mesures d'approvisionnement des zones déficitaires ne connaissent pas encore un début de démarrage.
Cap Vert	83 077	54 901 T (besoin total du pays, structurellement déficitaire.)	Programmes d'urgence sociale, FAIMO, PNIP	14 582 T céréales	14 582 T	26	De novembre 2001 en mai 2002, les pays a importé 18 787 T de céréales (maïs, riz, blé) par l'EMPA, MOAVE et Privés
Gambie	2 650 (vulnérabilité modérée)	72 metric tonnes	Distribution gratuite Action Telefood	10 000 \$US	-	-	Donateurs actions Telefood FAO, et GOTG.
Guinée Bissau	143 362	Non déterminé	Dotation en semence	4 060 T (biscuits secs, riz, légumes, haricots, soja)	4 060 T	ND	L'intervention du PAM (3762 T de produits alimentaires) a été ciblée sur 103 190 personnes.
Mali	-	-	-	-	-	-	-
Mauritanie	134 communes vulnérables	ND	Distribution gratuite de vivres, Cantines scolaires	8 849 T céréales 20 T huile	8 849 T 20 T huile	600 T de blé est en cours dans le Guidimakha avec l'appui de la France	Un programme d'intervention d'urgence de 600 T de blé est en cours dans le Guidimakha avec l'appui de la France
Niger	faible	0	aucune	0	0	0	Une réévaluation de la situation alimentaire est en cours.
Sénégal	Cf évaluation effectuée en janvier 2002	Non déterminé	Distribution gratuite, EMOP/PAM	Situation incomplète	-	-	La 3 ^{ème} phase des opérations d'assistance des sinistres du Nord (intempéries de janvier) est en cours, 86 tonnes de vivres et d'équipement, 2046 T d'aliments bétail sont déjà distribués par les autorités.
Tchad	183 763 (dont 121 763 Sévères et 62 000 modéré)	4739 T	Distribution gratuite Dotation de 450 T de semences aux producteurs	4 036 T céréales (Libye, France, Pam et Gvt)	1 037 T	85	Les transferts des céréales vers les centres de distribution sont en cours. L'Etat a utilisé le bonus pétrolier pour reconstituer le stock national de sécurité à hauteur de 20 000 T. Le gvt de Taiwan a octroyé une aide de 30 000 \$US au pays.

Annexe 3 : LISTE DES PARTICIPANTS

N° D'ORDRE	NOM	PRÉNOMS	FONCTION & ADRESSESSES	TEL / FAX	E-MAIL
BURKINA FASO (226)					
01	OUEDRAOGO	Delphine	Chargée du suivi de la Convention De Lutte contre la Désertification au SP/CONAGESE	Tél. 31-24-64 Fax 31-64-91	bdelphine@fasonet.bf
02	SAVADOGO	Boukary	Responsable de Cellule C/T/CCI/MA.BF BP 7010 Ouagadougou	Tél. 32-45-79 32-45-80	agristat@fasonet.bf
BURKINA FASO/CILSS (226)					
03	TOURE/Diop	Yacine	Expertise Genre au CILSS 03 BP 7049 Ouagadougou 03	Tél. 37-41-26 Fax : 37-41-32	yacinet@hotmail.com Cilss@fasonet.bf
04	MBODJ	Yamar	Conseiller en Sécurité Alimentaire Secrétariat Exécutif du CILSS 03 BP 7049 Ouagadougou 03	Tél.37-41-25/26 Fax : 37-41-32	cilss@fasonet.bf
05	KONATE	Amadou Mactar	Chef Unité Prégec 03 BP 7049 Ouagadougou 03	Tél.37-41-25/26 Fax :37-41-32	amkonates@hotmail.com
CAP-VERT (238)					
06	NEVES	Arlinda	Direction Générale de l'Environnement BP 50 Praia -	Tél. 61-64-83 Fax 61-11-75	clima@cvtelecom.cv
07	VICENTE	Adélina	TECHNICA -Direction de la Sécurité Alimentaire BP 50 - Praia	Tél. 61-82-07 Fax 61-82-06	dssamap@cvtelecom.cv
GAMBIE (220)					
08	JALLOW	Yaya Hassan	Directeur Adjoint/Département of Planning, DOSA	Tél. 22-52-10 96-32-61	yaya@gamtel.gm

09	BOISSY	José	Chef Département Sécurité Alimentaire Point focal Prégec Secrétariat d'Etat au Plan et au Développement Régional BP 6 Bissau	Tél. 20-48-47 Fax 20-53-80
MALI (223)				
10	DIALLO	Mary	Directeur Système d'Alerte Précoce (SAP) BP 2660 Bamako	Tél. 21-27-28 Cel. 74-35-03
11	DIALLO	Siratgui	Chercheur Economiste Filières Agricoles agro-alimentaires I.ER/Ecofil/MDR Bamako BP 258	Tél. 21-59-04 Fax 22-37-75
12	KERGNA	Alpha Oumar	Agro-Economiste Chercheur - Institut d'Economie rurale BP 250 Bamako	Tél. 21-59-04
13	SIMO	Catherine	Agrosoc/INSAH/CILSS - BP 1530 Bamako	Tél. 22-09-18
MAURITANIE (222)				
14	MED LEMINE	Ahmed Ould	Chef de Service SAP/OSA CSA - Mauritanie	Tél. 525-14-58
NIGER (227)				
15	SACKO	Bakary	Expert Statiscien - BP 11011 6 Niamey	Tél.
16	DANGUI WA	Abdou	Secrétaire Permanent/SAP	Fax 72-34-56 Fax 72-27-69
NIGER/CILSS/AGRHYMET				
17	DJABY	Bakary	AGRHYMET	Tél 73-31-16
				djaby@sahel.agrhymet.net

SENEGAL (221)						
18	SOUWARE	Papa Boubacar	Charge de suivi Agricole Centre de Suivi Ecologique (CSE) BP 15 532 Dakar/Fann	Tél. 825-80-66 825-80-67	Fax 825-81-68	souware@cse.sn
19	NDIAYE	Marina	Chef Cellule Etudes et Information au CSA - BP 170 Dakar	Tél. 822-59-29 822-26-08	Fax 822-56-14	maminandaye@hotmail.com
20	DIOP	Abdoulaye	Assistant au Secrétariat Permanent du CONACILSS BP 21 616 Dakar	Tél. 821-24-61 Fax 823-60-30		conacils@sentoo.sn
21	DIEDHIOU	Abdoul Aziz	Secrétaire Permanent/CONACILSS BP 21616 Dakar	Tél. 821-24-61 Fax 823-60-30		conacils@sentoo.sn
22	JOHNSON	Agnès Manga	Agent de suivi de la campagne agricole - Division P.V - Direction de l'Agriculture	Tél. 823-86-05 Fax 822-55-41		dir.agri@sentoo.sn
23	FAYE	Mamadou	Chef de Division des productions Vivrières	Tél. 823-86-05 Fax 822-55-41		dir.agri@sentoo.sn
24	KAMARA	Amadou	Analyste en Sécurité Alimentaire - Direction de l'Agriculture BP 486 Dakar	Tél. 821-52-30 Fax 822-55-41		dir.agri@sentoo.sn
25	BAKHAYOKHO	Moussa	Conseiller Technique/Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	Tél. 823-32-68		bakhayok@isra.sn
26	NDOYE	Abdoulaye	APCR/CNCR BP 3866 Dakar	Tél 842 08 77		
27	COLY	Marie Claude	Secrétaire au CONACILSS Rue Parchappe x Huart BP 21616 Dakar	Tél. 821-24-61 Fax 823-60-30		
28	KONE/Cissé	Nafie Awa	Gestionnaire au CONACILSS Rue Parchappe x Huart BP 21616 Dakar	Tél. 821-24-61 Fax 823-60-30		
29	BADJI	Boubacar	Planton CONACILSS Rue Parchappe x Huart BP 21616 Dakar	Tél. 821-24-61 Fax 823-60-30		
30	TOURE	Commandant	Chauffeur CONACILSS Rue Parchappe x Huart BP 21616 Dakar	Tél. 821-24-61 Fax 823-60-30		

TCHAD (235)			
31	PATCHA	Oumar	Direction de la Production Agricole - BP 441 NDjaména
PARTENAIRES			
32	CLARKE	Neville	Director Center for Natural Resource Information Tech. TEXAS AM University
33	OLIVEIRA	Jorge	Conseiller Technique TMG/USAID/Bamako BP 3670 Bamako
34	WASHBURN	Ryan	Economiste USAID/WARP BP 34 Bamako
35	STUTH	Jerry	Professor Range Management 2126 TAMU, Texas A&M Collège Station
37	VITALE	Jeffery	TEXAS A&M University Research
38	SOW	Salif	Représentant Régional FEWS NET SAHEL s/c USAID BP 34 Bamako
39	VANDER VELDEN	Margot	PAM/VAM Bureau Régional Dakar
40	WANE	Birane	Consultant/PAM
41	OUEDRAOGO	Benoît	Agent de suivi - ACDI/Canada Burkina Faso